Document generated on 12/03/2024 7:50 p.m.

Études internationales

Isaksen, Jan. *Macro-Economic Management and Bureaucracy : The Case of Botswana*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Research Report No. 59, 1981, 53 p.

Martin Perron

Volume 13, Number 4, 1982

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701443ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701443ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Perron, M. (1982). Review of [Isaksen, Jan. *Macro-Economic Management and Bureaucracy : The Case of Botswana*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Research Report No. 59, 1981, 53 p.] *Études internationales*, *13*(4), 762–763. https://doi.org/10.7202/701443ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1982

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

quatre millions de personnes environ en 1979 (p. 9), les réfugiés en Afrique regroupent notamment ceux qui ont fui le régime raciste de l'Afrique australe (Namibie, Afrique du Sud), ceux qui sont victimes de conflits frontaliers entre deux ou plusieurs pays africains (Éthiopie et Somalie), ceux qui sont victimes des guerres civiles (Ibos du Nigéria), ceux qui sont en lutte pour la libération de leur pays (Saharoui), ceux qui ont fui des régimes qui bafouent les droits humains les plus élémentaires (Guinée Équatoriale au temps du régime de Macias Nguéma) et ceux qui ont quitté des régions en proie à des calamités naturelles comme la sécheresse (p. 9).

Dans une première partie, L.G. Erikson, G. Melander et P. Nobel présentent en 38 pages (pp. 7-45) les différents problèmes auxquels sont confrontés les réfugiés sur le continent africain. Se référant à des documents « digne de foi », et dans un style concis et clair, les auteurs abordent notamment les problèmes socio-économiques, institutionnels, administratifs, financiers, juridiques et de protection.

S'il est à noter que les différents thèmes abordés dans cette première partie sont intéressants à tous ceux qui seraient préoccupés par les problèmes de réfugiés en Afrique, il n'en demeure pas moins vrai cependant que leurs analyses restent trop brèves et laissent le lecteur, quelque peu averti, « sur sa soif ». Les chapitres trois et quatre notamment mériteraient des considérations plus « élargies » et des conclusions qui s'intègrent davantage dans l'ensemble des problèmes africains. Si l'on tient compte surtout des renseignements auxquels les auteurs auraient eu accès, la première partie de l'ouvrage apparaît, à notre avis, trop brève (neuf chapitres en 44 pages).

Mis à part les chapitres six et sept, la deuxième partie de l'ouvrage présenterait peu d'intérêt. On y trouve par exemple, entre autres, les recommandations adoptées par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) concernant le problème des réfugiés, les discours d'ouverture et de clôture de la Conférence d'Arusha, la liste des participants et de certains documents relatifs à ce problème. Les chapitres six et sept sont consacrés aux différentes recommandations relatives aux problèmes concrets auxquels font face les réfugiés en Afrique. Même si ces genres de recommandations ont eu peu d'effet dans plusieurs États « directement » concernés par le problème des réfugiés, elles seraient néanmoins une indication que la situation à ce sujet devient de plus en plus préoccupante, et qu'elle exige une action immédiate.

En présumant que l'objectif principal de la Conférence d'Arusha était d'amener les gouvernements et les organisations internationales à « se pencher » davantage sur les nombreux problèmes des réfugiés en Afrique et surtout de mobiliser les ressources nécessaires en vue des solutions plus efficaces et plus durables, on pourrait croire que la première partie de cet objectif aurait été atteinte. Quant à la deuxième, il serait très tôt de l'évaluer à ce stade-ci parce que l'ampleur du problème ne cesse de progresser malgré les « nombreuses bonnes volontés » comme en font mention les différents textes de la Conférence – Voir à cet effet *The Recommendation from Arusha Conference on the African Refugee Problem*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1981, pp. 8-38.

Michel HOUNDJAHOUÉ

Département d'histoire
Université Laval

ISAKSEN, Jan. *Macro-Economic Management and Bureaucracy: The Case of Botswana*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Research Report No. 59, 1981, 53 p.

Ce bref rapport par Isaksen essaie de démontrer, par une application à l'économie du Botswana, que les macroéconomistes dans leurs analyses et leurs recommandations devraient tenir compte davantage de l'appareil de gestion macroéconomique à la tête d'un pays. Ce faisant, soutient-il, leurs recommandations seraient souvent plus réalistes et donneraient aux politiciens et aux bureaucrates qui gèrent les affaires de l'État une meilleure gamme d'alternatives, de solutions réalisables dans un contexte politico-bureaucratique don-

né. L'auteur fait aussi le reproche aux « puristes » de ne pas introduire cet aspect de la vie étatique sous prétexte que cela nuirait à l'objectivité de leurs études.

Dans une première partie, l'auteur passe en revue le progrès rapide qu'a connu le Botswana depuis son indépendance en 1966. Les deux principaux pôles de croissance ont été les industries minières, avec leurs diamants fameux, et l'élevage de bétail pour l'exportation. Déjà l'auteur démontre que l'appareil gouvernemental dans ses politiques a grandement favorisé ces deux secteurs, sources considérables de revenus pour le gouvernement. Par contre les secteurs plus défavorisés, comme le milieu rural, ont été relativement négligés même si le pays souffre d'une pénurie d'emplois pour une main-d'oeuvre surabondante.

Dans la seconde partie (section 3), l'auteur fait ressortir les principaux obstacles qui retardent le développement de ce pays. Curieusement, ce n'est pas l'absence de main-d'oeuvre et de capitaux qui font défaut, comme nous enseigne les modèles de croissance. Les deux sont abondants. C'est plutôt l'absence chronique de main-d'oeuvre spécialisée qui fait défaut pour les tâches à accomplir, comme dans le secteur public où les expatriés viennent partiellement combler le vide. De même la technologie étrangère abonde mais seulement dans les secteurs les plus rénumérateurs. Elle est absente dans l'industrie manufacturière naissante et qui n'a pas encore vraiment démarré.

De plus à cause de la contiguité du pays avec l'Afrique du Sud et de la petitesse des marchés internes – population de 600,000 habitants seulement – les investisseurs étrangers doivent espérer un rendement substantiel avant de se lancer dans ce coin semi-désertique d'Afrique.

À la section 4, principale partie de l'étude, Isaksen introduit les dimensions non économiques de son étude, qui selon lui devraient être présentes dans toute analyse qui se veut objective. L'on reconnait ici l'influence de Myrdall. L'élite politique qui dirige le pays et les bureaucrates, essaie-t-il de faire ressortir, sont parti intégrante des problèmes macroéconomiques à résoudre. Car ce sont eux, en fin de compte, dans ce pays avec une organisation centraliste, qui par leurs décisions permettent une plus grande entrée ou pas d'expatriés, de même aident à créer un climat favorable pour les investisseurs étrangers.

L'auteur poursuit son analyse aux deux niveaux politique et bureaucratique. L'élite politique poursuivant les politiques économiques conservatrices de leurs prédécesseurs – les britanniques – a assuré ainsi une continuité mais a fait preuve de trop de conservatisme dans certains domaines comme dans un surplus d'accumulation de réserves étrangères. Ces politiques, conçues au moment où le pays était colonie de l'Angleterre, ne sont plus adéquates aujourd'hui. Au temps des Britanniques il n'était pas bienvenu à Londres d'avoir des déficits à renflouer dans une colonie. Néanmoins, l'aide britannique et l'aide des pays industriels en général continue d'affluer au Botswana.

L'auteur enfin conclut que le développement économique du Botswana est fortement contraint par des facteurs politiques et bureaucratiques. L'attitude conservatrice qui prévaut dans ces milieux doit, selon lui, être changée pour tourner cette machine puissante vers le développement économique.

Bref des études semblables à celle de Isaksen devraient être poursuivies pour tous les pays. Elle est aussi une source importante d'informations pour les étudiants du développement économique en Afrique.

Martin PERRON

Ministère d'État, Science et Technologie, Ottawa

JOINET, B. *Tanzanie, manger d'abord*, Paris, Ed. Karthala, 1981.

L'expérience tanzanienne de l'Ujamaa a déjà fait l'objet d'un nombre impressionnant d'ouvrages et d'articles de revue. Elle continue d'ailleurs de susciter un intérêt et une curiosité auprès de ceux qui sont à la recher-